

DÉLIBÉRATION 2024-82
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 11 décembre 2024

Adoption du Budget Initial 2025

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles D741-9 à D741-11

Vu le Décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et d'établissements,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur les écoles nationales supérieures d'ingénieurs mentionnées à l'article D. 719-186 du code de l'éducation, sur les instituts d'études politiques mentionnés à l'article D. 719-190 du code de l'éducation, sur l'Institut d'administration des entreprises de Paris et sur l'Observatoire de la Côte d'Azur

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **22 ETPT** sous plafond et **23 ETPT** hors plafond
- **6 450 915 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - 3 150 000 € en personnel
 - 3 026 227 € en fonctionnement
 - 274 688 € en investissement
- **8 993 095 €** de crédits de paiement
 - 3 150 000 € en personnel
 - 3 059 025 € en fonctionnement
 - 2 784 070 € en investissement
- **7 729 753 €** de prévisions de recettes
- **1 263 342 €** de solde budgétaire déficitaire

Article 2

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **- 1 263 342 €** de variation de trésorerie (Prélèvement)
- **26 288 €** de résultat patrimonial
- **304 045 €** de capacité d'autofinancement
- **- 1 024 584 €** de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE RENNES

104 bd de la Duchesse Anne
35700 Rennes, France
tel. +33 (0) 2 99 84 39 39
www.sciencespo-rennes.fr

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 23 membres
Membres présents : 19 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 23

Le 11 décembre 2024

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Délibération : **adoptée.** refusée.

Document(s) en annexe au présent extrait :

Tableaux BI 2025 (9 pages)
Rapport de présentation du BI 2025 (18 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 12/12/2024

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	22	23	45

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETP (c) : 22

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomplant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme\) et des autres dépenses de personnel](#)

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel **	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	22	1 325 000	23	540 000	45	3 150 000
1 - TITULAIRES	0	95 000			0	95 000
* Titulaires Etat (rémunérations accessoires)	0	95 000			0	95 000
* Titulaires organisme (corps propres)	0	0			0	0
2 - CONTRACTUELS	22	1 230 000	23	540 000	45	2 070 000
* Contractuels de droit public	22	1 230 000	21	519 800	43	2 049 800
&CDD	9	423 000	0	0	9	423 000
&CDD	11	637 000	21	519 800	32	1 456 800
- Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	2	170 000	0	0	2	170 000
* Contractuels de droit privé	0	0	2	20 200	2	20 200
&CDD	0	0			0	0
&CDD (Apprentis)	0	0	2	20 200	2	20 200
3 - CONTRATS AIDES			0	0	0	0
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						985 000

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE-CPI). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomplant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité](#)
(Mises à disposition sortantes - ETP et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETP décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomplant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme](#)
(Mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETP non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	COMPTE FI 2023		BR2 2024		BI 2025		BI 2025	BR2	COMPTE FI 2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	2 818 713	2 818 713	3 025 000	3 025 000	3 150 000	3 150 000	7 729 753	6 815 164	4 997 598	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	55348,98	55348,98			24 600	24 600	1 970 000	2 083 849	2 320 694	Subvention pour charges de service public
										Subvention pour charges d'investissement
							39 000			Autres financements de l'Etat
							70 000	89 118	79 820	Fiscalité affectée
Fonctionnement	2 803 220	2 397 828	2 949 265	2 949 265	3 026 227	3 059 025	1 951 400	1 057 158	378 398	Autres financements publics
							3 699 353	3 585 039	2 218 687	Recettes propres
Intervention			-	-	-	-				
							-			Recettes fléchées*
							-			Subvention pour charges d'investissement fléchée
							-			Autres financements de l'Etat fléchés
Investissement	633 950	660277,91	4 141 166	1 262 967	274 688	2 784 070	-			Autres financements publics fléchés
							-			Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	6 255 884	5 876 820	10 115 431	7 237 232	6 450 915	8 993 095	7 729 753	6 815 164	4 997 598	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)				-	-	-	1 263 342	-	879 221	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	3 150 000	3 150 000	237 230	237 230					3 387 230	3 387 230
D105 - Bibliothèques et documentation			80 500	80 500					80 500	80 500
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			169 420	193 338			13 000	13 000	182 420	206 338
D114 - Immobilier			183 567	183 567			104 000	2 613 382	287 567	2 796 949
D115 - Pilotage et support			1 996 277	2 012 457			157 688	157 688	2 153 965	2 170 145
D201 - Aides directes aux étudiants			276 434	276 434						276 434
D202 -			44 300	37 000						37 000
D203 -			38 500	38 500					38 500	38 500
TOTAL	3 150 000	3 150 000	3 026 227	3 059 025	-	-	274 688	2 784 070	6 450 916	8 993 096
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B										8 993 095,40
										-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES										
	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - Subvention pour charges de service public	1 970 000										1 970 000
FD020 - Droits d'inscription						1 800 000					1 800 000
FD030 - Formation continue						1 360 000					1 360 000
FD040 - Taxe d'apprentissage						15 000					15 000
FD060 - Valorisation											-
FD080 - ANR hors investissements d'avenir					200 000						200 000
FD090 - Subventions Région					36 990	-					36 990
FD100 - Subvention et financement europe					90 619						90 619
FD110 - Subventions et financements autres			39 000,00		168 351						207 351
FD130 - Autres recettes				70 000	1 455 441	524 353					2 049 794
TOTAL	1 970 000	-	39 000	70 000	1 951 401	3 699 353	-	-	-	-	7 729 754
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C											1 263 342

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 263 342	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>			<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>			<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 908 400	1 908 400	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)		-	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	3 171 742	1 908 400	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	1 263 342	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>			<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	-		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	3 171 742	3 171 742	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissement c1)	Encaissement (c2)
AMI 2023	C 46711000	Aide à la mobilité	86 600	86 600
	C 46711000			
AMI 2024	C 46711000	Aide à la mobilité	136 800	136 800
	C 46711000			
POPSU	C 46732300	Convention POPSU	35 000	35 000
	C 46732300			
Travaux bilbiothèque	C 46732300	Convention de mandat SEMBREIZH	250 000	1 400 000
(Emargement classe 1et 2)	C 46732300			
Travaux bilbiothèque	C 46732300	Convention de mandat SEMBREIZH	1 400 000	250 000
	C 46732300			
TOTAL			1 908 400	1 908 400

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel/exécuté*

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	3 150 000	Subventions de l'Etat	1 970 000
dont charges de pensions civiles **	24 600	Fiscalité affectée	70 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	3 059 025	Autres subventions	495 960
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	3 699 353
TOTAL DES CHARGES (1)	6 209 025	TOTAL DES PRODUITS (2)	6 235 313
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	26 288	Résultat : perte (4) = (1) - (2)	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	6 235 313	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	6 235 313

* Le compte de résultat prévisionnel est présenté pour le budget initial et le(les) budget(s) rectificatif(s). Le compte de résultat exécuté est présenté pour le compte financier.

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants
Résultat de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	26 288
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	290 517
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	12 760
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	304 045

Etat prévisionnel/exécuté* de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	-	Capacité d'autofinancement	304 045
Investissements	2 784 070	Financement de l'actif par l'État	
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 455 441
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 784 070	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 759 486
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	1 024 584

* L'état prévisionnel d'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés est présenté pour le budget initial et le(les) budget(s) rectificatif(s). L'état exécuté d'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés est présenté pour le compte financier.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	- 1 024 584
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	238 758
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 1 263 342
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	1 768 128
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 222 463
Niveau final de la TRESORERIE	1 545 664

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	2 809 006,44	3 275 910,44	2 980 814,44	2 305 418,44	2 546 322,44	2 251 226,44	1 567 830,44	1 949 734,44	1 689 638,44	1 214 542,44	1 169 446,44	874 354,44	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	982 896,00	470 896,00	478 896,00	1 006 896,00	470 896,00	470 896,00	1 182 896,00	470 896,00	490 896,00	720 896,00	470 896,00	511 897,00	7 729 753
Subvention pour charges de service public	512 000,00	0,00	8 000,00	486 000,00	0,00	0,00	712 000,00	0,00		250 000,00		2 000,00	1 970 000
Subvention pour charges d'investissement													0
Autres financements de l'État	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	39 000
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000
Autres financements publics	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 617,00	162 613,00	1 951 400
Recettes propres	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 279,00	308 284,00	3 699 353
Recettes budgétaires fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Subvention pour charges d'investissement fléchée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Autres financements de l'État fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Autres financements publics fléchés													0
Recettes propres fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations non budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Emprunts : encaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Prêts : encaissement en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	250 000,00	0,00	111 700,00	0,00	0,00	111 700,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00	1 908 400
TVA encaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	250 000,00		111 700,00			111 700,00		35 000,00				1 400 000,00	1 908 400
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers													0
Autres encaissements d'opérations non budgétaires													0
A. TOTAL	1 232 896,00	470 896,00	590 596,00	1 006 896,00	470 896,00	582 596,00	1 182 896,00	505 896,00	490 896,00	720 896,00	470 896,00	1 911 897,00	7 729 753
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	747 375,00	771 970,00	8 993 095
Personnel	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	260 450	285 050	3 150 000
Fonctionnement	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 919,00	254 916,00	3 059 025
Intervention													
Investissement	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 006,00	232 004,00	2 784 070
Dépenses liées à des recettes fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Intervention													0
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations non budgétaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Emprunts : remboursements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Prêts : décaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	18 617,00	18 617,00	518 617,00	18 617,00	18 617,00	518 617,00	53 617,00	18 617,00	218 617,00	18 617,00	18 613,00	468 617,00	1 908 400
TVA décaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	18 617,00	18 617,00	518 617,00	18 617,00	18 617,00	518 617,00	53 617,00	18 617,00	218 617,00	18 617,00	18 613,00	468 617,00	1 908 400
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers										0,00	0,00	0,00	0
Autres décaissements d'opérations non budgétaires													0
B. TOTAL	765 992,00	765 992,00	1 265 992,00	765 992,00	765 992,00	1 265 992,00	800 992,00	765 992,00	965 992,00	765 992,00	765 988,00	1 240 587,00	8 993 095
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	466 904,00	-295 096,00	-675 396,00	240 904,00	-295 096,00	-683 396,00	381 904,00	-260 096,00	-475 096,00	-45 096,00	-295 092,00	671 310,00	-1 263 342
SOLDE CUMULE (1) + (2)	3 275 910,44	2 980 814,44	2 305 418,44	2 546 322,44	2 251 226,44	1 567 830,44	1 949 734,44	1 689 638,44	1 214 542,44	1 169 446,44	874 354,44	1 545 664,44	



Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - prévision

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Prévision N										Prévision N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092	Personnel		15 500	15 500				15 500	15 500									
23ERAS	Fonctionnement	203 095	164 957	164 957		22 638	22 638	164 957	164 957	0	22 638	22 638						
Total - ERASMUS 2023 KA-131		203 095	180 457	180 457	-	22 638	22 638	180 457	180 457	-	22 638	22 638	-	0	-	-	-	-
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023 23MICGEINC	Personnel																	
	Fonctionnement	93 925,65	41 538	41 538		21 835	21 835	21 835	21 835		13 272	13 272	30 553	30 553				
	Investissement																	
Total - ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE		93 926	41 538	41 538	-	21 835	21 835	21 835	21 835	-	13 272	13 272	30 553	30 553	-	-	-	-
Travaux bibliothèque - 22BIBLUTRA	Personnel																	
	Fonctionnement																	
	Investissement	3 813 922	3 813 922	3 813 922				980 870	980 870		2 554 175	2 554 175		278 877				
Total - Travaux bibliothèque		3 813 922	3 813 922	3 813 922	-	-	-	980 870	980 870	-	2 554 175	2 554 175	-	278 877	-	-	-	-
ERASMUS 2024 24ERA	Personnel																	
	Fonctionnement	205 650	97 443	97 443		70 999	70 999	97 443	97 443		70 999	70 999	37 208	37 208				
	Investissement						0					0		0				
Total - POPSU		205 650	97 443	97 443	-	70 999	70 999	97 443	97 443	-	70 999	70 999	37 208	37 208	-	-	-	-
CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU	Personnel																	
	Fonctionnement	30 400	3 500	3 500		12 000	12 000				12 000	12 000						
	Investissement					14 900	14 900				14 900	14 900		0				
Total - CAEN INTERNATIONAL		30 400	3 500	3 500	-	26 900	26 900	-	-	-	26 900	26 900	-	0	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - transformation offre 23NORMANTR	Personnel	0																
	Fonctionnement	160 000	7 523	7 523		152 476,78	152 476,78	7 523	7 523		152 476,78	152 476,78						
	Investissement	80 000	70 000	70 000		10 000,00	10 000,00	70 000	70 000		10 000,00	10 000,00						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -transformation offre de formation		240 000	77 523	77 523	-	162 476,78	162 476,78	77 523	77 523	-	162 476,78	162 476,78	-	-	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 -CST1	Personnel																	
	Fonctionnement	48 000				48 000	48 000				48 000	48 000						
	Investissement						0					0		0				
Total - NORMANDIE SUP 2023 -CST1		48 000	-	-	-	48 000	48 000	-	-	-	48 000	48 000	-	-	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - orientation - 23NORMANOR	Personnel																	
	Fonctionnement	40 000				40 000	40 000				40 000	40 000						
	Investissement						0					0		0				
Total - NORMANDIE SUP 2023 -		40 000	-	-	-	40 000	40 000	-	-	-	40 000	40 000	-	-	-	-	-	-
SYRENGIE - 24SYRENGIE	Personnel																	
	Fonctionnement	29 000											29 000	29 000				
	Investissement						0					0		0				
Total - 24SYRENGIE		29 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 000	29 000	-	-	-	-
CHAIRE JEAN MONNET - 24JMDUBOIS	Personnel																	
	Fonctionnement	60 000	3 000	3 000		12 600	12 600	3 000	3 000		12 600	12 600	32 500	32 500	11 900	11 900		
	Investissement						0					0						
Total - 24JMDUBOIS		60 000	3 000	3 000	-	12 600	12 600	3 000	3 000	-	12 600	12 600	32 500	32 500	11 900	11 900	-	-
CHAIRE JUNIOR	Personnel																	
	Fonctionnement	200 000				25 000	25 000				25 000	25 000	40 000	40 000	40 000	40 000	55 000	55 000
	Investissement					7 000	7 000				7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	4 000	4 000	
Total - 24JMDUBOIS		200 000	-	-	-	32 000	32 000	-	-	-	32 000	32 000	47 000	47 000	47 000	47 000	59 000	59 000
25POPSU	Personnel																	
	Fonctionnement	100 000				45 000	45 000				45 000	45 000	50 000	50 000	50 000	50 000	65 000	65 000
	Investissement					5 000	5 000				5 000	5 000		0				
Total - 24JMDUBOIS		100 000	-	-	-	50 000	50 000	-	-	-	50 000	50 000	50 000	50 000	-	-	-	-
Ss total personnel		69 000	15 500	15 500	-	122 000	122 000	15 500	15 500	-	122 000	122 000	114 000	114 000	40 000	40 000	55 000	55 000
Ss total fonctionnement		1 101 071	317 961	317 961	-	355 449	355 449	294 758	294 758	-	346 886	346 886	112 261	112 261	18 900	18 900	4 000	4 000
Ss total investissement		3 893 922	3 883 922	3 883 922	-	13 000	13 000	1 050 870	1 050 870	-	2 567 175	2 567 175	3 000	281 877	3 000	3 000	6 000	6 000
TOTAL		5 063 993	4 217 383	4 217 383	-	490 449	490 449	1 361 128	1 361 128	-	3 036 061	3 036 061	229 261	508 138	61 900	61 900	65 000	65 000

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévu en 2025	Encaissements prévus en 2026	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092	Financement de l'Etat*						
23ERAREC	Autres financements publics**	203 095	162 476		40 619		
Total Op.1 - ERASMUS 2023 KA-131		203 095	162 476	-	40 619	-	-
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023 23MICGEREC	Financement de l'Etat*	93 924	45 084		48 840		
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
Total - ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE		93 924	45 084	-	48 840	-	-
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC - Rennes métropole	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	900 000	350 000	250 000			300 000
	Autres financements***						
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC - C.D. 35	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	1 300 000	910 000				390 000
	Autres financements***						
Total - Travaux bibliothèque -22BIBLIREC		2 200 000	1 260 000	250 000	-	-	690 000
ERASMUS 2024 24ERA	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	205 650	164 520		41 130		
	Autres financements***						
Total - POPSU		205 650	164 520	-	41 130	-	-
CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	30 400	18 240		12 160		
	Autres financements***						
Total - CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU		30 400	18 240	-	12 160	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - transformation offre 23NORMANTR	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	240 000	104 000		136 000		
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -transformation offre 23NORMANSU		240 000	104 000	-	136 000	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - ORIENTATION 23NORMANOR	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	40 000	24 000		16 000		
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		40 000	24 000	-	16 000	-	-
NORMANDIE SUP 2023 -CST1	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	48 000	28 800		19 200		
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		48 000	28 800	-	19 200	-	-
SYRENGIE - 24SYRENGIE	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	29 000	15 224,99	10 874,99	2 900,02		
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		29 000	15 225	10 875	2 900,02	-	-
CHAIRE JEAN MONNET - 24JMDUBOIS	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	60 000	42 000,00			18 000,00	
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		60 000	42 000	-	-	18 000	-
CHAIRE JUNIOR	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	200 000		200 000			
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		200 000	-	200 000	-	-	-
25POPSU	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	100 000		50 000		50 000,00	
	Autres financements***						
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		100 000	-	50 000	-	50 000	-
TOTAL		3 450 069,00	1 864 344,99	510 874,99	316 849,02	68 000,00	690 000,00

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BI 2025
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N		3 505 196
	2	Niveau initial du fonds de roulement		2 792 712
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement		- 24 676
	4	Niveau initial de la trésorerie		2 768 036
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		2 768 036
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement		8 993 095
	6	Résultat patrimonial		26 288
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)		304 045
	8	Variation du fonds de roulement		- 1 024 584
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire		-
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	-
		Variation des stocks	+ / -	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	238 758
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		- 1 263 342
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		- 1 263 342	
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-	
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	- 1 263 342	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		238 758	
16	Variation des restes à payer		- 2 542 180	
Niveaux finaux	17	Niveau final de restes à payer		963 016
	18	Niveau final du fonds de roulement		1 768 128
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement		- 222 463
	20	Niveau final de la trésorerie		1 545 664
		20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	-
		20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	1 545 664
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		



BUDGET INITIAL 2025

Rapport de l'ordonnateur

Conseil d'administration du 11 décembre 2024

Table des matières

I - Le contexte économique national	2
1.1- Des déséquilibres macro-économiques majeurs : le risque de la spirale négative	2
1.2 – Synthèse du volet du Projet de Loi de Finances 2025 concernant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR)	4
II – Déployer notre projet d'établissement dans un contexte macro-économique dégradé et encore incertain	5
2.1. Densifier les interactions, cultiver la "biodiversité institutionnelle"	6
2.2. Une recherche transdisciplinaire, collaborative et à impact sur nos territoires	6
2.3. L'urgence climatique, catalyseur de la transformation pédagogique	7
2.4. Une vie étudiante rayonnante et émancipatrice	7
2.5. Une transformation écologique et sociale	8
2.6. Une gouvernance fondée sur l'adaptabilité	8
III - Présentation du budget initial 2025	10
3.1. Description du budget de l'établissement et principaux résultats	10
3.2. Les recettes : une consolidation du développement des recettes propres	11
3.3. Les dépenses : en 2025, un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, de stabilité de la masse salariale et une volonté d'investissement	13
3.4. Les équilibres financiers	16
3.5. La trajectoire budgétaire	18

I - Le contexte économique national

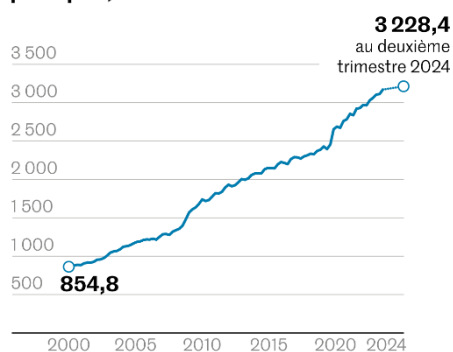
L'économie française connaît un net retournement conjoncturel. Après une période inflationniste inédite, le contexte macro-économique se caractérise désormais par une faible croissance économique, un ralentissement de l'investissement, une inversion de la courbe du chômage (plans sociaux et faillites se multiplient) et par une très forte dégradation du déficit des administrations publiques (APU) et, donc, à par un très fort accroissement de la dette des APU. Ce contexte macro-économique dégradée s'inscrit dans un contexte politique très instable et inédit.

1.1- Des déséquilibres macro-économiques majeurs : le risque de la spirale négative

A – Accroissement exceptionnel du déficit et dette des Administrations Publiques (APU)

À la fin du 2^{ème} trimestre 2024, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à **3 228,4** milliards d'euros. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à **112 %**, après 109,9 % au quatrième trimestre 2023. Les prévisions annoncent que la dette publique pourrait représenter 116,4 % du PIB en 2027. Ce poids de la dette dans la richesse nationale est le plus important en France en « temps de paix ».

Evolution de la dette des administrations publiques, en milliards d'euros



52

Milliards d'euros

C'est le montant de la charge de la dette prévue en 2024, selon Bercy

112 %

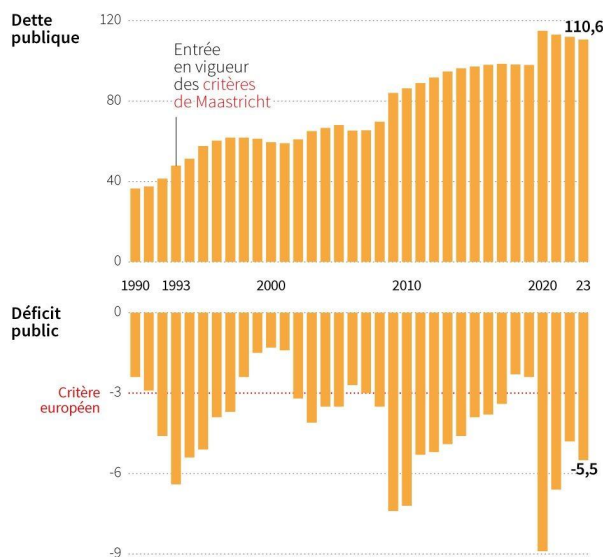
C'est ce que représente la dette par rapport au PIB

Infographie : Le Monde

Sources : INSEE, DGFIP, Banque de France

Les comptes publics de la France

En % du PIB



Source : Insee

AFP

De fait, la charge de la dette est le poste le plus dynamique du budget de l'Etat et pèse de plus en plus sur le déficit public.

Tableau 2 : Charge de la dette des administrations publiques								
(En points de PIB)	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Charge de la dette de l'ensemble des administrations publiques	1,9	1,9	2,1	2,3	2,6	2,8	3,0	3,1
Charge de la dette de l'Etat	1,7	1,4	1,6	1,8	2,1	2,4	2,5	2,7

La charge budgétaire de la dette est prévue **en 2024 à 52,2 milliards d'euros**.

Le budget alloué à l'enseignement supérieur et la recherche **est estimé en 2025 à 26,8 milliards d'euros**.

Ce poids croissant est aggravé par les taux auxquels la France emprunte à 10 ans. Ils ont fortement augmenté ces derniers mois en raison, notamment, des mauvaises nouvelles économiques et aux incertitudes politiques. S'ils étaient proches de 0 % en 2021, ils évoluent aujourd'hui entre 3% et 3,5 %. Sur le long terme, le maintien de ces taux d'intérêt élevés risque d'alourdir nettement la charge de la dette (72 milliards d'€ en 2027).

De fait, prévu initialement à 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024 (124 milliards d'euros), puis successivement revu à 5,1 % et 5,6 %, le déficit public devrait finalement dépasser **6,1 % du PIB en 2024**. Il s'établirait à environ 180 milliards en 2024.

L'augmentation du déficit public des APU d'une année sur l'autre **augmente d'autant le stock de la dette dont le service augmentera encore l'année suivante**. Dans un contexte de très faible croissance économique, cela se traduit par ce qui est nommé un « effet boule de neige ».

Sans tenir compte du service de la dette (52 milliards d'€), le déficit public (déficit primaire) resterait à environ 130 milliards d'euros. Si l'Etat veut stabiliser l'encours de la dette, il faudrait dégager un excédent primaire suffisant pour en annuler le service...

B - Le Projet de Loi de Finance 2025 : objectif redresser les comptes publics

Dans ce contexte, le gouvernement inscrit son action dans une **stratégie pluriannuelle de redressement des comptes publics**, afin de ramener le déficit public à 5 % du PIB dès 2025, avec un objectif de retour sous les 3 % à l'horizon 2029.

Pour y parvenir, le Projet Loi de Finance (PLF) 2025 repose sur un effort budgétaire d'ampleur, à hauteur de **60 milliards d'€ d'économies**. Sur les 60 Md€ d'économies à réaliser, **les deux tiers (soit environ 40 Md€) seront portés par des mesures de réduction de la dépense publique**. Cet effort en dépense sera partagé entre l'Etat, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale.

C'est donc dans cet environnement macro-économique récessif et une politique budgétaire fortement restrictive (et donc pro-cyclique) que s'inscrit le volet « Enseignement Supérieur et Recherche » du PLF du gouvernement.

1.2 – Synthèse du volet du Projet de Loi de Finances 2025 concernant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR)

Le projet de loi de Finances pour 2025 va impacter de manière significative les marges de manœuvre et les choix de l'action publique de l'Etat et, par conséquent, sur l'enseignement supérieur.

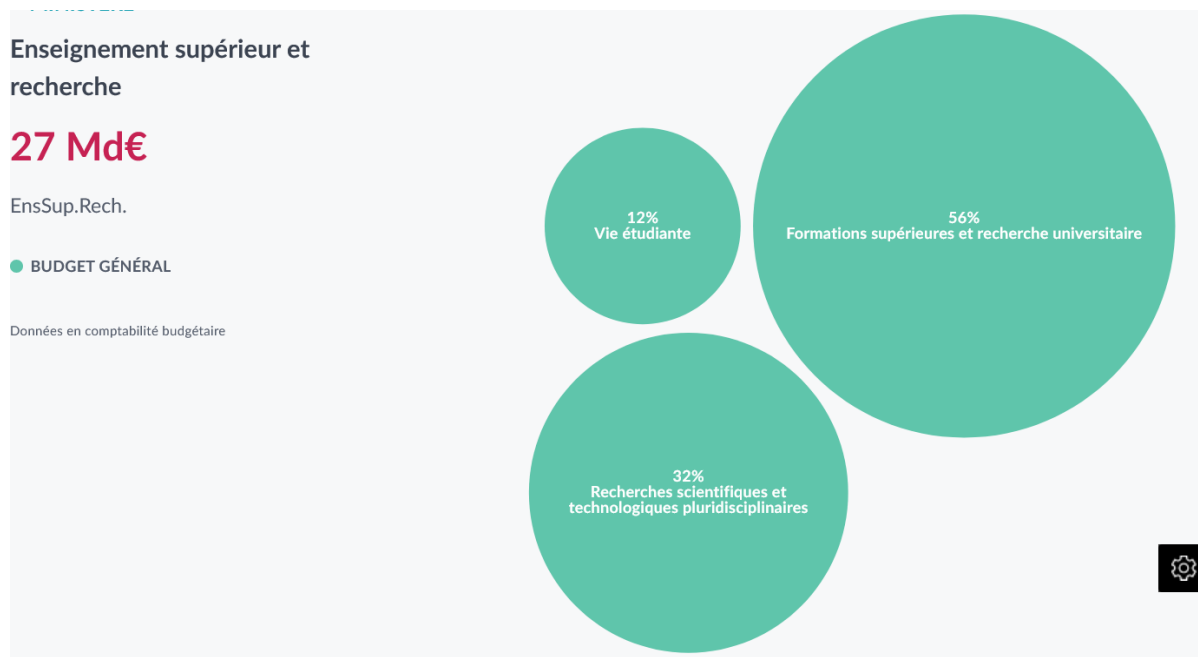
A – Le budget du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Le budget prévu pour le Ministère de l'ESR serait de 26,8 milliards d'€ (3,21 % du budget global du pays). Le service de dette représente deux fois le budget de l'ESR.

Ce budget est en augmentation de **+ 89 millions d'euros par rapport à 2024** alors que les besoins de financement des établissements de l'ESR ont augmenté de manière considérable suite aux années d'inflation.

Ce budget se répartit dans trois programmes principaux :

- le programme 150 - Formations supérieures et recherche universitaire, (15,3 milliards €)
- le programme 172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (8,3 milliards €)
- le programme 321 - Vie étudiante (3,2 milliards €)



B- Les principales priorités du budget de l'ESR

Le budget du ministère pour 2025 se concentre sur quatre priorités :

→ Renforcer l'attractivité des carrières scientifiques et l'investissement dans la recherche.

→ Améliorer la réussite des étudiants à travers une politique sociale s'exprimant par l'amélioration de l'offre de logements, une restauration à tarif modéré et les bourses sur critères sociaux.

→ Accroître la performance des établissements d'enseignement supérieur au travers des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) pour un pilotage plus efficace.

→ Poursuivre la transformation du parc immobilier des établissements en continuant à investir notamment dans la rénovation énergétique du parc universitaire et des Crous.

L'établissement n'a pas encore reçu la notification concernant la SCSP pour 2025 et a donc construit son budget initial avec prudence sur la base des informations communiquées, à savoir une reconduction à 99% de sa dotation.

II – Déployer notre projet d'établissement dans un contexte macro-économique dégradé et encore incertain

Après la période inflationniste de ces deux dernières années, la construction du notre budget initial s'effectue dans un contexte caractérisé par de nouveaux déséquilibres macro-économiques : le creusement des déficits publics, l'augmentation sans précédent de la dette publique et la faiblesse de la croissance économique.

Les prévisions du budget 2025 de notre établissement doivent donc en tenir compte. Ce budget initial 2025 doit néanmoins maintenir une ambition et permettre ainsi de déployer le nouveau projet stratégique de l'établissement « 2024-2029 – Une école humaniste pour ne jamais cesser d'apprendre et ensemble prendre soin du monde » :

Les principales caractéristiques du budget 2025 sont :

Un budget **de responsabilité** et prudent permettant la **poursuite de la dynamique** de développement

Poursuite du financement d'une vie étudiante dynamique

Amélioration de l'offre de formation

Développement de la recherche

Consolidation des équipes administratives

2025 une année exceptionnelle en investissement : lancement des travaux de la bibliothèque

Un budget construit dans une logique de pluriannualité (COMP+bibliothèque)

Un budget respectant les principes de la sincérité budgétaire

Une maîtrise des dépenses de fonctionnement avec l'année 2024 comme référence

Stabilisation de la masse salariale

Développement et consolidation des ressources propres

Amélioration continue des process financiers

Un budget en équilibre

Une capacité d'autofinancement positive sans recettes exceptionnelles

Prélèvement très important dans le fonds de roulement

Un niveau de fonds de roulement important mais gagé à 80 %

2.1. Densifier les interactions, cultiver la “biodiversité institutionnelle”

Lancé par décret le 1er janvier 2023, l'établissement public expérimental (EPE) Université de Rennes regroupe six établissements-fondateurs : l'ex-Université de Rennes 1, l'INSA Rennes, l'EHESP, l'ENSCR, l'ENS Rennes et Sciences Po Rennes. Les établissements fondateurs conservent leur personnalité morale et juridique.

Les deux premières années ont permis la structuration de la gouvernance institutionnelle et la signature d'un contrat d'objectifs, de moyens et de performances (COMP) avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. En 2025, notre établissement poursuivra le déploiement du COMP à travers les trois actions dont il est le pilote : le développement des activités de la chaire « Préserver l'Habitabilité de la Terre », l'élargissement du « festival Nos Futurs », ainsi que le recrutement d'un ingénieur d'étude et la réalisation d'une étude sur les métiers d'avenir en lien avec l'école « Villes et environnements urbains ». Les dépenses 2025 sur ces programmes représentent un total de 378 K€ (dont 200 K€ de masse salariale)

Un travail important de renégociation des conventions de fonctionnement liant Sciences Po Rennes à l'Université de Rennes a été réalisé au dernier trimestre 2024, afin d'affiner la contribution de notre établissement aux services mutualisés (sport, santé, numérique, agence comptable, abonnements documentation numérique...). En 2024, Sciences Po Rennes a notamment été associé à l'élaboration du schéma directeur de la vie étudiante et à la Convention pour les transitions, dont l'objectif est de nourrir le schéma Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DDRS) de l'EPE.

Un autre axe de travail concerne les partenariats noués avec l'Etat et les collectivités territoriales dans un contexte de rétrécissement de l'accès aux fonds publics. La diversification des coopérations représente autant une nécessité qu'une opportunité pour poursuivre l'ouverture vers la société civile et socio-économique de l'établissement.

Les projets initiés par Sciences Po Rennes durant la Présidence du Réseau ScPo seront poursuivis, comme la certification “BABA du Climat” proposée en partenariat avec le CNED à l'ensemble des étudiants, la finalisation de la mise en place du Campus numérique des Transitions, la consolidation de l'organisation du concours commun (internalisation de l'application numérique du concours).

Sur le plan international, de nouveaux partenariats sont recherchés afin d'ouvrir le champ des possibles aux étudiants qui partiront en mobilité internationale. Une délégation de l'Université de Rennes se rendra notamment en Amérique Latine au printemps 2025.

2.2. Une recherche transdisciplinaire, collaborative et à impact sur nos territoires

Le projet scientifique 2020-2025 portait l'objectif d'un développement important des chaires de recherche, en s'appuyant sur le modèle de la chaire « Territoires et Mutations de l'Action publique » (TMAP). Deux chaires de recherche ont été lancées en 2024 : la « Chaire Mer, Maritimité et Maritimisation du Monde » (4M) et la Chaire « Préserver l'habitabilité de la Terre » (APHAT). Ces chaires prendront toute leur ampleur en 2025 avec de nombreuses actions programmées. La chaire Jean Monnet, soutenue par l'établissement, a été attribuée à Mathieu Dubois, maître de conférences à Sciences Po Rennes. Une chaire professeur junior (CPJ) a également été attribuée par le Ministère à l'établissement, sera lancée en 2025, permettant l'arrivée d'un nouveau collègue enseignant-chercheur au sein de l'établissement.

Les nouvelles chaires de recherche ont initié leur structuration, qui sera poursuivie en 2025. Le recrutement d'un ingénieur d'études a été effectué en 2024 au sein de la chaire APHAT, grâce au soutien du COMP. Plusieurs colloques sont prévus en 2025, dont les 30 ans de la Chaire TMAP sur l'île de Groix. Afin de renforcer la valorisation des travaux scientifiques menés au sein de l'établissement, un poste a été dédié à la recherche au sein du pôle communication dès 2024. Un café de la recherche est désormais organisé tous les mois à la Bibliothèque et diffusé vers l'extérieur sous format de podcast. Un kit visuel sera déployé afin de mieux identifier et valoriser les chaires. La mise en synergie, la valorisation et la pérennisation économique de ces chaires de recherche constituent un axe important du volet recherche du projet d'établissement.

Le projet scientifique sera actualisé en 2025 afin d'accompagner le développement de la recherche au sein de l'établissement. La poursuite des coopérations avec le laboratoire Arènes dont Sciences Po Rennes est l'une des co-tutelles, le renforcement du rôle de la commission scientifique, le développement des colloques et des contrats de recherche, ainsi que l'accompagnement des enseignants chercheurs hors Arènes, feront partie des priorités qui y seront intégrées.

2.3. L'urgence climatique, catalyseur de la transformation pédagogique

La politique de transformation pédagogique se poursuit, pour correspondre aux enjeux des transitions. La création de cours scientifiques (biologie, ingénierie...) est reconduite, sur l'eau (1A), les sols (2A), et l'énergie (4A). La création de trois parcours de 5e année est déployée en 2024-2025, à savoir « Design des Politiques publiques », « Cultures et transitions », et « Analyses et Gestions Internationales des Risques ». A partir de cette année, l'ensemble des étudiants devra valider la certification élaborée par le CNED et intitulée "le BABA du Climat". Le développement des formations courtes a vocation à se poursuivre, à l'image du « MBA Transitions territoriales », et nourri par les nouvelles chaires de recherche. Des formations par module, à destination des élus et des administrations, seront expérimentées.

Conformément au projet d'établissement, une réflexion a été lancée en vue de reconfigurer l'offre de parcours sur le Campus de Caen. Celle-ci devra préparer sur le plan pédagogique l'arrivée du Campus dans les locaux du Dôme.

La transformation pédagogique continuera de s'appuyer sur le renouvellement des outils et des équipements. Une étude d'amélioration de l'acoustique de l'amphi Erasme et Lanjuinais sera réalisée, en vue d'investissements futurs pour améliorer le confort d'enseignement et celui des conférences. Une nouvelle convention avec l'Université au sujet des locaux de l'IPAG devrait nous permettre d'utiliser plus de salles dans les locaux de l'IPAG et de poursuivre notre plan d'accroissement des effectifs.

Pour réfléchir aux transformations pédagogiques futures, deux groupes de travail rassembleront des enseignants volontaires : le premier sur l'intelligence artificielle et le second sur le renforcement des pré-requis en connaissance et en méthodologie.

2.4. Une vie étudiante rayonnante et émancipatrice

Les actions de vie étudiante ont pour objectif de créer les conditions d'une vie étudiante épanouie (santé, sport, culture, convivialité...) et de poursuivre la réduction des inégalités.

Le schéma directeur de la vie étudiante de Sciences Po Rennes a pour vocation de définir des lignes directrices et de rassembler les différentes actions de l'établissement sur la thématique. Il sera élaboré en 2025 et sera en résonance avec le schéma directeur réalisé à l'échelle de l'Université de Rennes.

La réforme des droits d'inscription a permis une réduction ou une stabilisation des droits d'inscription pour 65% des étudiants. Le montant des droits est désormais personnalisé en fonction du quotient familial du foyer fiscal de chaque étudiant, ce qui gomme les effets de seuil. Le taux d'effort est désormais totalement progressif jusqu'au seuil maximum.

Sur proposition des représentants étudiants, un mécanisme de remboursement de la certification TOEFL sera mis en place pour les étudiants boursiers de 2^{ème} année. Cette certification permet aux étudiants de valider un niveau en langue anglaise pour candidater à certaines universités pour leur mobilité internationale. Nous évaluons cette mesure nouvelle à environ 15K€ rendu possible par la réforme des droits.

L'offre sportive est désormais élargie au Campus de Caen, avec la création de deux modules, l'un pour le multisport et l'autre pour la pratique de la voile.

L'obtention du COMP a permis la pérennisation du festival Nos Futurs qui organisera en 2025 sa 4^e édition, en partenariat avec Le Monde et Rennes Métropole. Un personnel recruté par Sciences Po Rennes en année pleine sur 2025 est ainsi financé. L'objectif est cette année de diversifier les participants, afin d'accueillir les jeunes dans leur diversité.

La politique d'investissement sera poursuivie, avec la réalisation de projets programmés en 2024. L'installation d'appuis-vélos permettra d'améliorer la qualité du stationnement. Elle sera suivie d'une commande de casiers qui permettront notamment le dépôt des valises et affaires de sport.

Une étude de programmation sera également lancée avec le CROUS en vue de la construction de logements étudiants, d'une cafétéria et de salles d'enseignement, à l'emplacement de l'actuel bâtiment CROUS.

2.5. Une transformation écologique et sociale

Le budget 2025 prévoit une ligne budgétaire dédiée à la réduction des coûts de l'énergie, qui pourrait passer par l'installation de thermostats et de panneaux solaires. Le recyclage sera renforcé dans l'enceinte de l'établissement avec une adaptation de la signalétique des conteneurs.

Le programme de démocratisation (PEI) sera poursuivi, dans un contexte de diminution des subventions publiques. Conformément au projet d'établissement, un grand rendez-vous annuel pourrait être organisé dès 2025 à Rennes, pour rassembler les élèves participants au programme. L'ouverture d'un programme PEI « scientifique », en partenariat avec l'INSA Rennes et l'Ecole de Chimie, sera engagée. En parallèle, l'élargissement du Programme PEI aux lycées agricoles sera également étudié.

2.6. Une gouvernance fondée sur l'adaptabilité

L'établissement a désormais besoin de créer de nouvelles marges financières pour maintenir sa capacité à investir à moyen terme. De nouvelles actions concrètes seront mises en œuvre en 2025 : ouverture d'un nouveau master en alternance, création d'une fondation abritée à la Fondation de France, optimisation des outils numériques, choix d'investissements vertueux sur le plan budgétaire (panneaux solaires, thermostats, etc.).

L'amélioration des processus se poursuit, avec la formation collective d'une partie des agents. L'objectif est de diffuser une culture de management de projet au sein des équipes de l'établissement afin d'harmoniser les méthodes de travail entre les services, et de renforcer les liens entre les directions thématiques et les responsables de pôle.

Un schéma directeur du numérique sera rédigé en 2025, afin d'intégrer différents éléments nécessaires au bon fonctionnement des services (parapheur électronique, par exemple). Les outils de travail collaboratif devraient commencer à être harmonisés en début d'année 2025. Une préférence sera opérée en faveur des solutions souveraines, ce qui permettra également de diminuer les dépenses. De nouveaux outils de pilotage seront progressivement mis en place. A la rentrée 2025, un nouveau logiciel de gestion de la scolarité ("Pégase") sera déployé en remplacement du logiciel Apogée.

L'étude de programmation de l'extension du Campus de Caen devrait être remise fin 2024. L'année 2025 sera l'occasion de finaliser le tour de table financier et de définir plus finement le futur modèle économique.

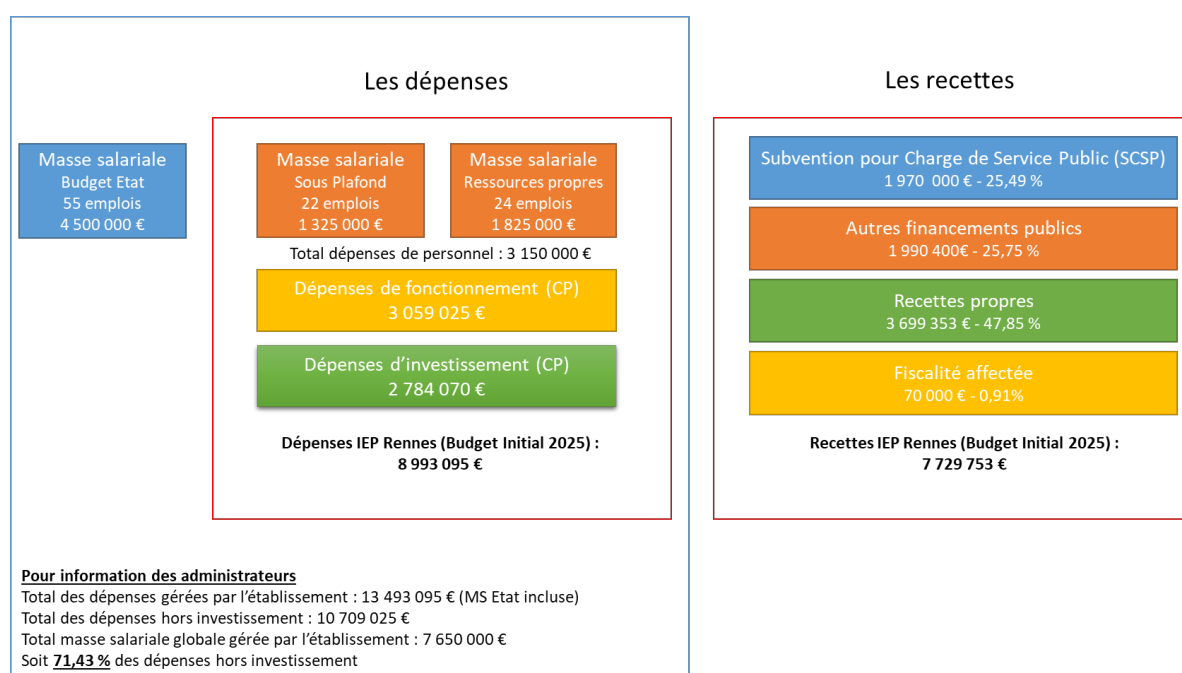
Les travaux de rénovation de la bibliothèque seront lancés au printemps 2025. Cette rénovation représente un investissement pluriannuel très important pour l'établissement. Elle permettra d'agrandir les espaces de lecture, de créer des espaces de travail en groupe, de mettre à disposition une salle pour l'événementiel le soir, et de proposer des espaces pour la vie étudiante. Ce projet s'inscrit également dans la transformation écologique et sociale avec des espaces mieux isolés énergétiquement et ouverts vers la cité. Ce projet engage les finances de Sciences Po jusqu'en 2026 et nécessite un suivi très fin des dépenses et recettes liées.

III - Présentation du budget initial 2025

3.1. Description du budget de l'établissement et principaux résultats

Le budget de Sciences Po Rennes, établissement public administratif (EPA) non RCE (Responsabilités et Compétences Elargies), se compose de deux parties :

- la masse salariale des fonctionnaires titulaires gérée en délégation par l'établissement mais imputée directement sur le budget de l'Etat,
- son propre budget soumis à la délibération de son Conseil d'Administration.



Dans le cadre du projet d'établissement (2022-2027), Sciences Po Rennes s'inscrit dans une trajectoire de développement dynamique (augmentation du nombre de parcours de 5^{ème} année en alternance, création de chaires, déploiement du programme de démocratisation, numérisation de la pédagogie, développement de la vie étudiante, construction de l'EPE...). Ce développement s'accompagne naturellement par une hausse des heures d'enseignement ainsi qu'une plus grande mobilisation des fonctions support.

Si le solde budgétaire est déficitaire à -1,2 M€, cela s'explique en grande partie par les travaux de la bibliothèque.

En effet, sur les **2,5 M€** prévus en dépenses d'investissement en 2025, 1,45 M€ seront financés par les collectivités (Dpt 35 et Rennes Métropole) et 1,05 M€ seront financés par Sciences Po Rennes via son fonds de roulement.

De même, dans le cadre de la gestion pluriannuelle des projets financés par le Contrat d'Objectifs de Moyens et de Performance (COMP), 45% du financement octroyé par l'Etat (400 K€) avaient été perçus fin 2023 et avaient donc basculés directement dans le fonds de roulement. Une partie de ces fonds doit à présent être utilisée en 2025 pour couvrir les dépenses liées aux trois projets (Chaire APHAT, Métiers d'avenir et Festival Nos Futurs) pour une dépense totale prévue sur l'exercice à hauteur de 378 K€ (dont 200 K€ de masse salariale).

Dans ce contexte, hors COMP, il faut souligner que les dépenses de masse salariale et les dépenses de fonctionnement de l'établissement **resteront stables en 2025** par rapport au Budget Rectificatif de 2024.

Cette stabilité des dépenses (hors investissement et hors COMP) s'accompagne d'une **forte croissance des recettes** notamment grâce au développement dynamique des ressources propres de l'établissement (alternance, réforme des droits, formation continue).

Il en résulte une prévision **de résultat d'exercice légèrement positif** (+ 26 K€) et une **Capacité d'Autofinancement (CAF) à 304 K€**.

Ces perspectives positives s'expliquent donc essentiellement par deux facteurs :

- des prévisions dynamiques mais au plus juste des recettes, dans la continuité du BR2 2024
- une maîtrise des dépenses grâce à la mobilisation de tous les services et l'amélioration continue de tous les process.

Ainsi :

Le Budget **initial 2025** (dépenses et recettes d'investissement incluses) s'établit à **8 993 095 €** en dépenses (crédits de paiement) et à **7 729 753 €** en recettes attendues.

La prévision du solde budgétaire (**qui inclut les dépenses d'investissement**) est établie à **- 1 263 342 €** (tableau 2).

En comptabilité patrimoniale, la prévision du résultat s'établit à **26 288 €** et celle de la capacité d'autofinancement de **304 015 €**.

Un prélèvement sur fonds de roulement de **1 024 614 €**

Un fonds de roulement dont le niveau final fin 2025 s'établira à **1 768 098 €** (tableau 6).

Le détail de ce budget est expliqué ci-après.

3.2. Les recettes : une consolidation du développement des recettes propres

Les leviers dont dispose l'établissement pour atteindre le développement et consolidation des ressources propres sont notamment :

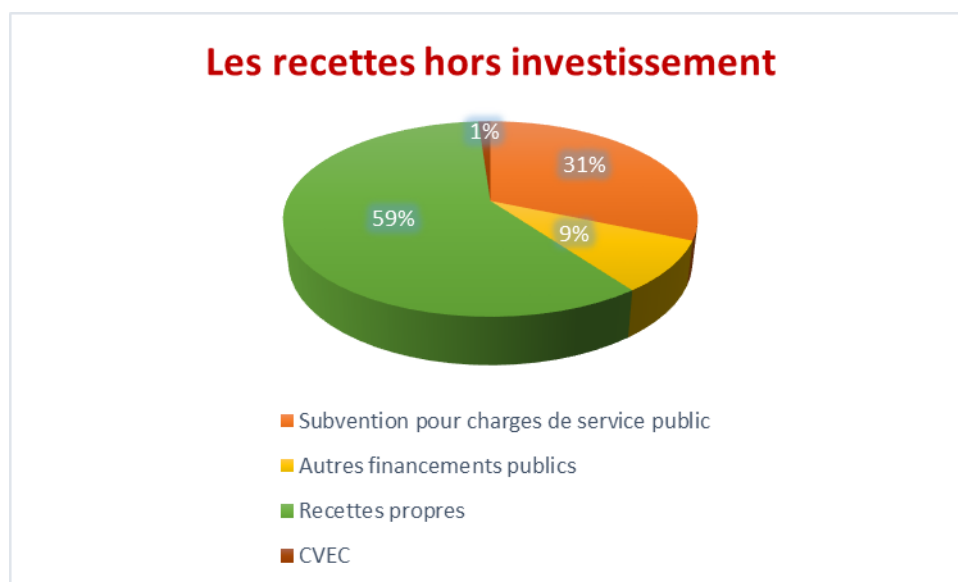
- **Le dialogue avec l'Etat**

Malgré le contexte budgétaire très contraint, le dialogue stratégique avec notre tutelle sera poursuivi sur la base de notre contrat d'établissement afin d'obtenir une trajectoire de rattrapage en moyens humains et financiers au niveau d'établissements comparables mais mieux dotés. Il s'agit donc d'agir à la fois sur le budget Etat en demandant la création de nouveaux postes mais aussi sur la SCSP. Cela permettra de s'inscrire dans une trajectoire de rattrapage par rapport aux autres IEP qui disposent de plus d'emplois permanents par étudiant. Des premiers résultats ont été obtenus lors des exercices précédents et qui impactent l'élaboration du budget initial 2025 : déploiement du COMP, création d'une Chaire Professeur Junior et contrat ANR.

- **Le développement des ressources propres.**

En 2025, l'effort de l'IEP pour faire progresser ses recettes devra être poursuivi – notamment par l'accroissement du nombre d'étudiants en alternance et le développement de la formation continue (VAE, Formation des élus) mais également par la consolidation de la réforme des droits. De nouvelles sources de financement pourront être obtenues auprès de nos partenaires publics et privés notamment à travers l'obtention de subvention auprès des collectivités et un projet de Fondation abritée à la Fondation de France.

Les recettes prévues (hors financement investissement) pour 2025 s'établissent à un montant de **6 274 312 €** qui se répartissent de la façon suivante.



La subvention pour charge de service public (SCSP), accordée chaque année par le Ministère à l'établissement représente **31%** de l'ensemble des recettes. Les recettes propres de l'établissement représentent ainsi **59 %** des ressources totales.

Les recettes

	BR2 2024	BI 2025	Diff	%
Subvention pour charges de service public	2 083 849	1 970 000	-113 849	-5,46%
Subvention pour charges d'investissement				
Autres financements de l'Etat		39 000	39 000	
Fiscalité affectée	89 118	70 000	-19 118	-21,45%
Autres financements publics	1 057 158	1 951 400	894 242	84,59%
Recettes propres	3 585 039	3 699 353	114 314	3,19%
Totaux	6 815 164	7 729 753	914 589	13,42%

Les recettes propres de l'établissement sont constituées principalement par les droits d'inscription (1800 K€), la formation continue et l'apprentissage (1300 K€) et les recettes liées à la recherche.

Les autres financements publics en dehors de la SCSP proviennent notamment du programme de démocratisation, de fonds européens (Erasmus, chaire Jean Monnet) ou encore de l'ANR pour accompagner la création de la Chaire Professeur Junior (CPJ).

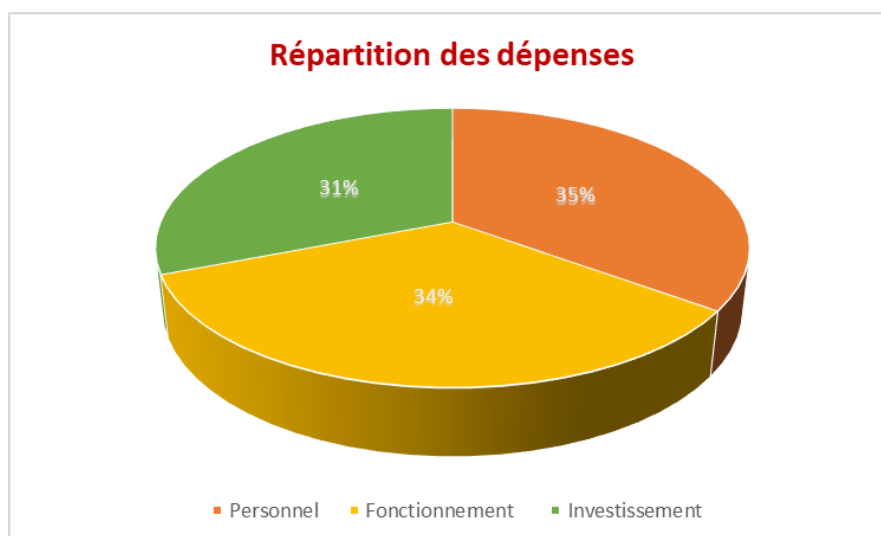
C'est également dans ces autres financements publics que nous retrouvons **la part du financement des travaux de la bibliothèque par les collectivités et provenant du compte de tiers, pour un montant de 1 455 K€.**

Un plus grand suivi des recettes a été mis en place depuis 2023 et a permis d'aller chercher des recettes exceptionnelles en 2024. L'ensemble des services resteront mobilisés pour assurer une facturation régulière des recettes attendues et ainsi consolider les finances de l'établissement.

3.3. Les dépenses : en 2025, un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, de stabilité de la masse salariale et une volonté d'investissement

Sur le volet dépense, il a été demandé aux services de maîtriser leurs dépenses en fonctionnement et viser la stabilité de la masse salariale pour 2025.

Les budgets des établissements d'enseignement supérieur soumis à la comptabilité budgétaire prévoient la répartition des dépenses en trois enveloppes : personnel, fonctionnement et investissement.



Avec les travaux de la bibliothèque, près d'un tiers des dépenses sera consacré à l'investissement en 2025.

Dépenses globales	BR2 2024		BI 2025		Diff CP	%
	AE	CP	AE	CP		
Personnel	3 025 000	3 025 000	3 150 000	3 150 000	125 000	4,13%
Fonctionnement	2 949 265	2 949 265	3 026 227	3 059 025	109 760	3,72%
Investissement	4 141 166	1 262 967	274 688	2 784 070	1 521 103	120,44%
Totaux	10 115 431	7 237 232	6 450 915	8 993 095	1 755 863	24,26%

Pour une analyse plus fine il convient également d'isoler les dépenses liées aux trois projets financés dans le cadre du COMP dont la gestion est pluriannuelle et se poursuivra également sur l'exercice 2026 :

Focus dépenses COMP	BR2 2024		BI 2025		Diff CP	%
	AE	CP	AE	CP		
Personnel	85 334	85 334	201 293	201 293	115 959	135,89%
Fonctionnement	143 066	29 000	85 707	166 605	137 605	474,50%
Investissement	12 164	12 164	10 000	10 000	-2 164	-17,79%
Totaux	240 564	126 498	297 000	377 898	251 400	198,74%

Les trois projets ont été lancés en 2024. En avril pour le Festival Nos Futurs avec le recrutement d'une chargée de mission, en juin pour le lancement de Chaire agir pour l'habitabilité de la Terre (APHAT) et en novembre pour le lancement d'une prestation prospective sur les métiers d'avenir.

L'année 2025 reflète donc la montée en puissance de ces trois projets avec une augmentation des dépenses, toutes enveloppes confondues, à hauteur de 251 K€.

Isoler les dépenses liées au COMP, permet de **mettre en évidence la maîtrise des dépenses de l'établissement en fonctionnement et en masse salariale**, ce qui constitue un effort très important dans le contexte de développement des formations notamment à travers l'alternance et les modules de formation continue :

Focus dépenses hors COMP						
	BR2 2024		BI 2025			
	AE	CP	AE	CP	Diff CP	%
Personnel	2 939 666	2 939 666	2 948 707	2 948 707	9 041	0,31%
Fonctionnement	2 806 199	2 920 265	2 940 521	2 892 421	-27 845	-0,95%
Investissement	4 129 002	1 250 803	264 688	2 774 070	1 523 267	121,78%
Totaux	9 874 867	7 110 734	6 153 916	8 615 198	1 504 464	21,16%

L'intégralité du projet de bibliothèque (3,8 M€) avait été ouvert en autorisations d'engagement (AE) en 2024. Outre la stabilité des dépenses de personnel, le tableau ci-dessus permet aussi d'observer qu'en dehors de l'investissement spécifique sur le projet bibliothèque, **Sciences Po Rennes restera prudent sur les autres investissements** en n'ouvrant que 264 K€ de nouvelles autorisations d'engagement afin de pourvoir aux besoins informatiques et aux investissements liés à la réduction de sa facture énergétique (thermostats, panneaux solaires).

3.3.1. – L'enveloppe « Personnel » consolidée

L'établissement avait décidé de créer des emplois à effet levier au budget initial 2023, à la fois pour améliorer tous ses process dans ses services supports, mais aussi pour développer ses ressources propres. Cette stratégie a porté ses fruits dès 2024. A l'occasion de mobilités récentes, l'établissement a pu également mettre en œuvre une stratégie de recrutement efficace qui lui a permis d'optimiser la consommation de ses emplois, tant sur le budget de l'Etat que sur le budget de l'établissement, en restructurant les missions des services et en s'assurant d'une montée en compétence de ses agents.

Alors même que l'établissement continue son développement (nouveaux parcours, apprentissage, formation continue, nouvelles chaires de recherche), cela lui permet de se projeter dans un exercice 2025 avec **une parfaite stabilité des dépenses de personnel sur missions permanentes (+1 K€)**.

La seule augmentation significative de +115 K€ résulte de la montée en puissance des projets financés par le COMP.

3.3.2. – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées : une année 2024 de référence

Après un exercice 2023 déficitaire qui avait toutefois permis d'apurer les conséquences d'opérations passées non conformes, la stratégie de retour à l'équilibre mise en œuvre tout au long de l'exercice 2024 permet d'en faire une année de référence pour l'élaboration du volet dépenses de fonctionnement de ce BI 2025.

L'ensemble des responsables des différents centres financiers (CF), grâce à un suivi rigoureux, à une parfaite maîtrise de leurs missions et à des dialogues de gestion constructifs avec la Direction et le pôle finances, a pu se projeter de manière très fine dans les perspectives d'évolution des dépenses.

Il en résulte une prévision de dépenses de fonctionnement hors projet du COMP légèrement à la baisse (-27 K€) par rapport au BR 2024.

Cela témoigne également du parfait engagement de tous les personnels, enseignants et BIATSS, qui sont tous impliqués à des degrés divers dans l'amélioration continue des process financiers de l'établissement.

La montée en puissance des projets du COMP se constate également sur le volet dépenses de fonctionnement, avec une augmentation de 137 K€ par rapport au BR 2024, qui explique donc à elle seule l'augmentation des dépenses de fonctionnement au global.

3.3.3. – Une programmation très ambitieuse en investissement

L'établissement consacre **31% de son budget aux dépenses d'investissement en 2025** (2 784 070 €).

Comme expliqué précédemment, cette enveloppe comprend :

- Le financement des travaux de la bibliothèque pour 2 509 382 €
- La poursuite des travaux de réduction des consommations énergétiques
- Les nécessaires investissements annuels en informatique

3.4. Les équilibres financiers

La présentation GBCP fait apparaître trois équilibres distincts, détaillés ci-après

3.4.1. - L'équilibre budgétaire (tableau 2)

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT						
DEPENSES			RECETTES			
	BI 2025		BI 2025	BR2	COMPTE FI 2023	
	AE	CP				
Personnel	3 150 000	3 150 000	7 729 753	6 815 164	4 997 598	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	24 600	24 600	1 970 000	2 083 849	2 320 694	Subvention pour charges de service public
						Subvention pour charges d'investissement
			39 000			Autres financements de l'Etat
			70 000	89 118	79 820	Fiscalité affectée
Fonctionnement	3 026 227	3 059 025	1 951 400	1 057 158	378 398	Autres financements publics
			3 699 353	3 585 039	2 218 687	Recettes propres
Intervention	-	-				
			-			Recettes fléchées*
			-			Subvention pour charges d'investissement fléchée
			-			Autres financements de l'Etat fléchés
			-			Autres financements publics fléchés
			-			Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	6 450 915	8 993 095	7 729 753	6 815 164	4 997 598	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	-	-	1 263 342	-	879 221	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

3.4.2. - L'équilibre financier (tableau 4)

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 263 342	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal			dont Budget Principal
dont Budget Annexe			dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 908 400	1 908 400	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)		-	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	3 171 742	1 908 400	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	1 263 342	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***			dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	3 171 742	3 171 742	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

3.4.3.- L'équilibre patrimonial (tableau 6)

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel/exécuté*

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	3 150 000	Subventions de l'Etat	1 970 000
dont charges de pensions civiles**	24 600	Fiscalité affectée	70 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	3 059 025	Autres subventions	495 960
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	3 699 353
TOTAL DES CHARGES (1)	6 209 025	TOTAL DES PRODUITS (2)	6 235 313
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	26 288	Résultat : perte (4) = (1) - (2)	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	6 235 313	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	6 235 313

* Le compte de résultat prévisionnel est présenté pour le budget initial et le(les) budget(s) rectificatif(s). Le compte de résultat exécuté est présenté pour le compte financier.

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants
Résultat de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	26 288
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	290 517
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	12 760
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	304 045

Etat prévisionnel/exécuté* de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	-	Capacité d'autofinancement	304 045
Investissements	2 784 070	Financement de l'actif par l'État	
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 455 441
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	2 784 070	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 759 486
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	1 024 584

* L'état prévisionnel d'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés est présenté pour le budget initial et le(les) budget(s) rectificatif(s). L'état exécuté d'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés est présenté pour le compte financier.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	- 1 024 584
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	238 758
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 1 263 342
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	1 768 128
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 222 463
Niveau final de la TRESORERIE	1 545 664

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

3.5. La trajectoire budgétaire

	BR2 2024	BI 2025
Solde budgétaire	-422 068	-1 263 342
Résultat de l'exercice	312 449	26 288
Capacité d'autofinancement	590 176	304 015
Niveau de fond de roulement	2 792 712	1 768 098
Niveau trésorerie	2 809 006	1 504 694

Un des principaux défis pour l'établissement est d'être en mesure de continuer à générer dans les prochaines années une capacité d'auto-financement reconstituant ainsi le fonds de roulement et la capacité d'investissement. Cette capacité d'investissement est essentielle pour accompagner le développement de notre école.